



## TRIBUNAL DE CUENTAS

Tribunal calificador de las pruebas selectivas  
para el ingreso en el Cuerpo Técnico de Auditoría y  
Control Externo del Tribunal de Cuentas

### **QUINTO EJERCICIO DE LA OPOSICIÓN AL CUERPO TÉCNICO DE AUDITORÍA Y CONTROL EXTERNO DEL TRIBUNAL DE CUENTAS** *Francés.*

**(Resolución de 12 de diciembre de 2023 de la Presidencia del Tribunal de  
Cuentas, B.O.E. N.º 302 de 19 de diciembre de 2023)**

#### **Debe traducir los siguientes textos al español.**

##### **TEXTO 1**

Pour les entités du secteur public, disposer d'un système de contrôle interne et d'un cadre de gestion des risques est essentiel à la promotion de l'intégrité publique. Des politiques et des processus efficaces de contrôle interne et de gestion des risques renforcent les défenses des entités du secteur public contre la fraude et la corruption en offrant à leur administration une assurance raisonnable quant au fait que l'entité atteint ses objectifs comme il se doit et gère dûment les risques auxquels il est exposé. Ces politiques et processus contribuent en outre à garantir le meilleur usage possible des ressources financières et à faciliter la prise de décision en assurant un fonctionnement optimal des administrations publiques aux fins de la mise en œuvre de programmes qui servent les intérêts des citoyens et évitent les dépenses inutiles. Ils aident les pouvoirs publics à trouver un équilibre entre un modèle axé sur l'application des textes, d'une part, et des approches plus préventives, fondées sur les risques, d'autre part.

Le contrôle interne et la gestion des risques couvrent une série de mesures visant à prévenir, détecter et faire face à la fraude et la corruption. Ces mesures comprennent des politiques, des pratiques et des procédures qui permettent à l'administration et au personnel de s'acquitter de leur rôle en matière de préservation de l'intégrité en évaluant correctement les risques et en élaborant des mesures de contrôle axées sur le risque. Des mécanismes de réaction face aux cas de corruption et de violation des normes d'intégrité sont tout aussi cruciaux. Un système de contrôle interne solide devrait également comporter des audits internes permettant de mieux évaluer la robustesse du système de contrôle interne, ainsi qu'un cadre solide de gestion des risques propre à aider les entités à cerner les risques de corruption auxquels elles sont confrontées et à y faire face (OCDE, 2020[12]). Dans cette perspective, les adhérents à la



## TRIBUNAL DE CUENTAS

Tribunal calificador de las pruebas selectivas  
para el ingreso en el Cuerpo Técnico de Auditoría y  
Control Externo del Tribunal de Cuentas

Recommandation de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) sur l'intégrité publique sont invités à « appliquer un cadre interne de contrôle et de gestion des risques pour protéger l'intégrité au sein des entités du secteur public » (OCDE, 2020[12] ; OCDE, 2017[17]).

Les améliorations nécessaires des systèmes de contrôle interne, de gestion des risques et d'audit interne doivent inclure les nouvelles technologies et les intégrer dans les cadres existants. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, l'IA peut apporter une valeur ajoutée à la gouvernance publique et, plus précisément, à la prévention de la corruption, à condition d'être mieux intégrée dans les systèmes de gestion des risques, de contrôle interne et d'audit interne. Lorsqu'ils sont déployés de manière responsable, les outils d'IA peuvent aider la direction à repérer les risques de fraude et les auditeurs internes à détecter les fraudes. Il est donc important que les entités du secteur public prennent des mesures pour renforcer les connaissances en matière d'IA, en particulier chez les auditeurs internes qui seront appelés prochainement à effectuer des audits des systèmes d'IA au sein de leur entité. Cette amélioration des compétences passe par le recours accru à des outils techniques pour repérer les risques et détecter les malversations.

### **TEXTO 2**

#### III. Les entreprises publiques sur le marché

Conformément aux motifs justifiant l'actionnariat public, le cadre juridique et réglementaire régissant les entreprises publiques doit garantir l'équité des règles du jeu lorsque celles-ci exercent des activités économiques.

A. Il convient d'opérer une distinction claire entre la fonction d'actionnaire et les autres missions qui incombent à l'État et qui sont susceptibles d'influencer les conditions dans lesquelles les entreprises publiques exercent leurs activités, en particulier en matière de réglementation du marché.

B. Les parties prenantes et autres parties intéressées, y compris les créanciers et les concurrents, doivent pouvoir bénéficier de mécanismes de recours efficaces reposant



## TRIBUNAL DE CUENTAS

Tribunal calificador de las pruebas selectivas  
para el ingreso en el Cuerpo Técnico de Auditoría y  
Control Externo del Tribunal de Cuentas

sur des procédures judiciaires ou arbitrales impartiales s'ils estiment que leurs droits n'ont pas été respectés.

C. Lorsqu'une entreprise publique exerce des activités économiques et en même temps poursuit des objectifs de politique publique ou se livre à des activités non économiques, elle doit continuer d'observer des normes très strictes en matière de transparence et de diffusion de l'information sur la structure de ses coûts et de ses recettes, de façon à permettre leur affectation à ses principaux domaines d'activité.

D. Les coûts imputables aux objectifs de politique publique doivent être financés par l'État et portés à la connaissance du public.

E. En principe, les entreprises publiques qui exercent des activités économiques ne doivent pas échapper à l'application de la législation, des codes des impôts et des réglementations de portée générale. Les lois et réglementations ne doivent pas les favoriser indûment par rapport à leurs concurrents sur le marché. La forme juridique des entreprises publiques devrait permettre à leurs créanciers de faire valoir leurs droits et d'engager des procédures de faillite.

F. Les activités économiques exercées par des entreprises publiques doivent être soumises aux conditions du marché pour ce qui est de l'accès aux capitaux d'emprunt et aux fonds propres. En particulier :

1. Les relations que les entreprises publiques entretiennent avec l'ensemble des institutions financières et entreprises publiques non financières doivent être fondées sur des règles purement commerciales.
2. Les activités économiques exercées par des entreprises publiques ne doivent bénéficier d'aucun soutien financier indirect leur conférant un avantage sur leurs concurrents du secteur privé notamment sous la forme de financements préférentiels, d'arriérés d'impôt autorisés ou de crédits commerciaux obtenus auprès d'autres entreprises publiques. Les activités économiques des entreprises publiques ne doivent pas bénéficier d'intrants (énergie, eau, sols,



## TRIBUNAL DE CUENTAS

**Tribunal calificador de las pruebas selectivas  
para el ingreso en el Cuerpo Técnico de Auditoría y  
Control Externo del Tribunal de Cuentas**

notamment) à des prix ou conditions plus favorables que ceux auxquels ont accès leurs concurrents du secteur privé.

3. Les activités économiques exercées par les entreprises publiques doivent obligatoirement produire des taux de rendement conformes, compte tenu des conditions dans lesquelles elles sont exercées, à ceux obtenus par des entreprises privées concurrentes.

G. Lorsque des entreprises publiques prennent part à la passation de marchés publics, que ce soit en tant qu'acheteurs ou en tant que soumissionnaires, la procédure suivie doit être ouverte à la concurrence et non discriminatoire et encadrée par des normes de transparence adéquates.